



Ne pas confondre « *business plan* » et programme politique

Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

Le PS, garant de la cohésion nationale

Chères et chers camarades,

Altdorf constitue une étape importante dans la géographie politique du Parti socialiste. Non pas tellement en raison du monument à Guillaume Tell, pas non plus, disons-le, en raison des investissements colossaux d'un milliardaire égyptien à Andermatt. Et pas plus, je le crains, en raison de la construction prochaine d'un second tube routier au Gothard.

Bien sûr, Uri est la patrie d'adoption de Rebekka Wyler, qui devrait être, dans quelques minutes, notre nouvelle co-secrétaire générale. Une patrie qu'elle a si bien intégrée qu'elle siège aujourd'hui à l'exécutif d'Erstfeld. Qui a dit que les Zurichoises ne s'épanouissaient qu'au bord de la Limmat (pour les gauchistes) ou sur les rives dorées du lac de Zurich (pour les autres) ?

Mais ce parcours de Rebekka, qui a siégé au Parlement de la ville de Zurich avant de rejoindre l'exécutif communal de Erstfeld illustre bien l'ambition qui est la nôtre, qui devrait être aussi celle de tout parti responsable : unir le pays, représenter par une politique équilibrée aussi bien les centres urbains que les régions de montagnes, les cœurs de nos villes, leurs agglomérations et les villages des Alpes. Le Parti socialiste est chez lui en ville de Zurich, Berne ou Lausanne. Mais il est également à la maison ici. Et c'est tant mieux pour nous. Mais c'est surtout indispensable pour ces régions. La Suisse centrale, la Suisse orientale, les régions alpines ont besoin d'un Parti socialiste fort. Parce que nous sommes les garants de la cohésion nationale, des assurances sociales si importantes ici, du service public ou encore de l'égalité des chances.

Si je suis heureux d'être ici, c'est pour souligner notre rôle comme garant de la cohésion nationale. Une cohésion d'autant plus importante en ces temps de campagne autour de l'initiative « No Billag » et de la SSR. Rarement une initiative aura permis de démasquer nos adversaires à ce point : ils préfèrent les « *fake news* » circulant sur Facebook à une information vérifiée et indépendante ; ils veulent Teleblocher plutôt que le téléjournal ; les girls de Berlusconi plutôt qu'Arena ou Infrarouge, la région zurichoise — seule à même de faire vivre une TV privée sans subventions — plutôt que la Suisse centrale, la Suisse orientale ou la Suisse romande ou italienne. Ils veulent un chacun pour soi plutôt que la devise : « Un pour tous, tous pour un ». Et bien, c'est là-dessus que nous allons voter. Et il importe que le résultat soit net : NON aux médias à la sauce UDC, NON à l'égoïsme, NON aux manipulations de l'information, qu'elles viennent de Moscou ou d'Herliberg.

Car postal : restaurer l'idée du service public !

Défendre le mandat actuel de la SSR, c'est défendre une vision large du service public. C'est mettre la qualité — en l'occurrence de l'information — avant les profits privés de quelques groupes de presse. On a vu récemment, avec l'affaire « Car postal », pourquoi il est essentiel de défendre l'idée du service public, on a vu où mène cette recherche effrénée du profit. On a vu les résultats des managers surpayés mis en place par ceux qui rêvent de rendement à tout prix : jeu de facturation interne à Car postal et probablement dans le réseau des offices de poste, fraude scandaleuse visant à soutirer un maximum aux cantons et aux communes, dans le seul but d'améliorer les bonus des intéressés.

Il est temps de rappeler à la direction de nos entreprises publiques que leur objectif n'est pas la maximisation de leur profit. Ce devrait être la satisfaction des usagers, l'adhésion de la population, éventuellement la réduction des subventions requises. Pas le profit. Pas les bonus. Un million pour le patron des CFF, un million pour la patronne de la Poste. Pour quels résultats ? Limitons les salaires, supprimons les bonus. Pour tous les cadres dirigeants des entreprises publiques. C'est la première mesure à prendre, nous y travaillons, espérons trouver les majorités nécessaires.

Quiconque observe la situation de nos régies se rend compte qu'elles sont victimes de la logique de libéralisation, de privatisation, de rendements à tout prix qui y règne depuis plusieurs années. De petits managers qui rêvent d'économie privée ont remplacé les défenseurs du service public. On y parle de « *BtoB* » et de « *Cash flow* » avec un « CEO » plutôt que de qualité du service et d'usagers avec un directeur général. Plutôt que d'avouer leur responsabilité dans ce gâchis, d'aucuns tentent à droite d'utiliser la cacophonie ambiante pour administrer à ces régies-là une dose supplémentaire de libéralisme économique à courte vue. Un remède de cheval propre à tuer le malade. Le PLR semble vouloir démanteler la Poste et les CFF. Alors, soyons clairs : nous voulons un retour à une vision plus humaine du service public, moins de libéralisation, et non plus. Des entreprises intégrées qui œuvrent à l'intérêt commun, pas une myriade de sociétés plus ou moins privatisées. Un pilotage politique plus étroit, plus transparent et plus attentif aux besoins des usagers. La crise de Car postal doit sonner comme le retour du politique dans la gestion des régies, pas comme son départ. Car c'est une crise du laissez-faire, une crise provoquée par les idéologies néolibérales propagées par la droite durant les années 90 et 2000, et malheureusement, il faut le dire, par quelques-uns des nôtres.

Avons-nous oublié la question sociale ?

Vous l'avez peut-être lu cette semaine, les stars médiatiques de la gauche francophone, Didier Eribon et Thomas Piketty tirent à boulets rouges contre les progressistes européens et américains. Ils les accusent d'avoir oublié les gens les plus faibles, de concentrer leur discours sur les questions sociétales, l'antiracisme ou le mariage pour tous. Pour le dire dans les termes de notre ancien conseiller national jurassien, Jean-Claude Rennwald, le parti socialiste s'occuperait trop des bobos, et pas suffisamment des prosos.

Ces critiques me semblent partiellement justifiées. Comment nier en effet que les réformes libérales des gouvernements Blair et Schröder ont contribué à troubler l'image de la sociale démocratie en Europe ? Le Labour et le SPD peinent encore à se libérer de ce fardeau.

Comment oublier que les réformes de l'administration Clinton ont plutôt accéléré que freiné la crise financière de 2008, notamment l'abolition du « *Glass Steagall Act* », cette règle qui interdisait aux banques de détails de se lancer dans des spéculations trop hasardeuses ? Hillary Clinton n'a pas pu se libérer de son image de candidate de Wall Street dans la campagne américaine.

Pourtant, sur deux points, les critiques d'Eribon et de Piketty — ou du moins la lecture qu'en ont faite les médias — me semblent peu convaincantes. D'abord, je crois que la tension entre des bobos qui rêvent d'émancipation (les femmes, les étrangers, les homosexuels et d'autres) et des prolos qui ne seraient intéressés que par les questions sociales tient du mythe. On peut être pour le mariage gay et vouloir renforcer l'AVS. On peut défendre une politique d'asile à visage humain tout en militant pour des salaires décents. La liberté et la dignité du migrant ne s'opposent pas à la liberté et à la dignité du salarié. Elles relèvent précisément du même mouvement : la liberté pour toutes et tous, la dignité pour tous, la justice sociale pour toutes et tous, l'égalité des chances.

Ensuite, et c'est ma seconde critique, Eribon et Piketty occultent les combats permanents d'une partie de la gauche contre ces politiques de libéralisation et de privatisation, une tradition dans laquelle s'inscrit, depuis 20 ans maintenant, le parti socialiste suisse. Ce n'est pas un hasard si le marché de l'électricité n'a pas été libéralisé dans notre pays. Ce n'est pas un hasard si la Poste suisse n'a pas perdu son monopole sur le courrier. Ce n'est pas un hasard si les CFF n'ont pas été démantelés. Ce n'est pas un hasard si Swisscom est toujours en main publique. C'est le résultat de la résistance politique du PS Suisse avec le soutien d'une majorité de la population aux vagues de libéralisation qui secouent le monde depuis 20 ans. Et ceci nous distingue de quelques-uns de nos camarades européens.

Cette bataille du service public va reprendre, nous devons être sans illusion et nous y préparer. Comme nous devons nous préparer à reprendre la lutte pour une réforme de l'AVS qui garantisse le niveau des rentes, sans augmentation de l'âge de la retraite. Tout comme nous devons engager nos forces dans le débat sur la santé. Alain Berset a raison : il est indécent que certains médecins formés dans nos écoles, exerçant dans nos hôpitaux et financés par nos primes d'assurance de base, gagnent 1 million par année. Et les réactions outrées des spécialistes concernés montrent bien que notre conseiller fédéral a touché un point sensible. Tant mieux, que le débat ait lieu. Nous voulons une meilleure prise en compte du travail des généralistes et des pédiatres, et une limitation des revenus de certains spécialistes les mieux payés. Laisse-les donc tempêter, cher Alain, tu as notre soutien et celui d'une majorité évidente de la population.

Mais nous avons besoin, nous aussi, de tous les soutiens pour réduire la charge que font peser les primes d'assurance maladie sur les budgets des familles. Peu à peu, nos concurrents politiques semblent découvrir cette réalité. À tout le moins certains, les autres étant trop occupés à gérer leurs mandats dans les conseils d'administration des caisses. Il s'agit bien sûr de limiter la hausse des coûts de la santé, nous y travaillons. Mais nous n'y parviendrons que si nous libérons le parlement de l'emprise des assureurs, c'est l'objet de la première initiative populaire, dont la récolte de signature est en cours. La seconde, à laquelle nous travaillons, vise à limiter le montant des primes à 10 % du revenu des ménages. Le canton de VD s'apprête à le faire, les décisions sont prises, notre collègue Pierre-Yves Maillard travaille à sa mise en œuvre. Nous voulons étendre ce modèle à toute la Suisse, faire en sorte que les augmentations salariales des classes populaires et des classes moyennes ne soient pas

systématiquement annihilées par des primes et des loyers en hausse. C'est l'un des combats centraux des années à venir, un des engagements sociaux importants du parti. Et la démonstration, s'il en fallait une, de l'attention que porte le PS Suisse au sort des plus faibles. Ces priorités placées depuis des années sur les questions de répartition, d'assurances sociales, de couverture maladie infirmes, au moins dans le cas de la Suisse, la thèse de Piketty et d'Eribon.

La politique est toujours une conversation sur le futur, les gens veulent voir un plan

Si cet abandon des classes populaires par les forces progressistes européennes doit être relativisé, il n'en demeure pas moins qu'il doit nous interpeller. Parce qu'un certain nombre de questions posées s'applique bien évidemment en Suisse également. Comment gérer les craintes de parts importantes de la population face à la numérisation de l'économie, synonyme pour elles de précarisation de l'emploi ? Comment faire en sorte que celles et ceux que nous représentons dans le débat politique ne soient pas les victimes de la globalisation, mais qu'ils en sortent renforcés, dans leurs compétences, dans leurs perspectives, dans leurs revenus ? Et comment continuer à développer les mécanismes de répartition sociale dans une économie qui doit redéfinir son modèle de croissance ?

Toute notre histoire a été forgée par la défense des intérêts du monde du travail dans un système capitaliste. Loin d'être dépassé, ce combat est plus actuel que jamais ; et l'équation est simple : le développement technologique, la globalisation, la limitation de nos ressources naturelles sont des faits, qu'il est vain de contester. Mais ces faits-là remettent en cause le consensus social issu des Trente glorieuses. Il est tentant de se ranger du côté des gagnants de cette évolution. C'est le choix des libéraux. Leur position est confortable, mais elle nous est interdite. Parce que nous devons défendre les intérêts de celles et ceux qui sont — ou qui risquent d'être — du côté des perdants.

Il nous revient, comme socialistes, de dire comment gérer la globalisation pour défendre, en même temps, les salariés en Suisse et dans les pays du Sud avec lesquels nous commerçons. Il est de notre responsabilité d'encadrer la digitalisation de l'économie pour qu'elle profite à toutes et tous, et non pas uniquement aux grandes sociétés du virtuel. Il nous revient, comme socialistes, de tracer la direction d'une croissance qui intègre la limitation des ressources naturelles. De notre capacité à apporter ces réponses dépendent les succès électoraux des socio-démocrates et des socialistes à moyen terme et donc du soutien à celles et ceux qui ne voient pas les fruits du libéralisme. La politique est toujours une conversation sur le futur, les gens veulent voir un plan ; et c'est ce plan, sur ce sujet déterminant pour nous de l'économie, que nous essayons de tracer ensemble cette année.

Mener et conclure les négociations sans toucher aux mesures d'accompagnement

En revanche, s'il est un domaine dans lequel nous avons déjà un plan clair, c'est celui de l'intégration européenne de la Suisse. Nous y avons beaucoup travaillé ces dernières années, et il est parfois stupéfiant de constater à quel point certains, à droite, semblent découvrir au fil des semaines les questions que pose la poursuite de la voie bilatérale. Y compris au plus haut niveau de l'État.

Nos positions ont été débattues et arrêtées, lors de l'AD de La Chaux-de-Fonds et lors du dernier Congrès à Thounne ; et j'ai bon espoir qu'elles se réalisent :

1. Nous sommes favorables à un accord institutionnel qui encadre les 120 accords sectoriels que nous avons avec l'Union européenne. Nous avons, en 2018, une fenêtre d'opportunité sérieuse pour négocier les détails de cet accord et elle doit être utilisée. Depuis cinq ans, la Suisse joue au chat et à la souris avec Bruxelles. Les fonctionnaires du DFAE garantissent à l'UE la conclusion rapide d'un accord, le Conseil fédéral inscrit celui-ci dans ses objectifs annuels. Mais se garde bien de progresser sur le fond, ralentissant artificiellement les négociations. Longtemps, j'ai pensé qu'il était habile de procéder ainsi. Je craignais que la population suisse ne soit pas prête au débat. Mais j'avais tort et avec moi la quasi-totalité du monde politique et médiatique suisse. La confiance de la population dans le Conseil fédéral s'érode avec chaque mois qui passe sans résultat. Nous abandonnons le champ politique à l'UDC et à ses phantasmes. La Suisse n'a pas d'instance à qui s'adresser en cas de violation des bilatérales par l'UE ou l'un des États membres. Le temps est venu de mettre un terme à ce double jeu, de conclure ces accords et de les soumettre au verdict du peuple.
2. La question des juges étrangers relève au mieux d'une incompréhension face au fonctionnement de l'Union européenne, au pire d'une manipulation populiste. Pour nous, il n'est pas essentiel qu'un tribunal arbitral, que la Cour de Justice de l'UE ou la Cour de l'AELE tranche les litiges. Ce qui n'est cependant pas négociable, c'est le maintien des mesures d'accompagnement dans leur intégralité. Il n'est pas question que la protection des salariés en Suisse ou l'obligation d'annonce des travailleurs détachée soit remise en cause. L'attaque de l'UDC contre les mesures d'accompagnement montre bien l'objectif poursuivi par nos adversaires : affaiblir les droits des salariés étrangers d'abord, suisses ensuite. Ce n'est plus un programme politique, c'est le « *business plan* » d'EMS Chemie qui semble dicter la ligne politique du premier parti du pays. C'est inacceptable et jamais la population n'acceptera une politique d'ouverture qui ne soit pas accompagnée de mesures sociales sérieuses.
3. Nous attendons de la Suisse qu'elle participe au fonds de cohésion de l'Union européenne. Il ne s'agit pas d'un milliard que nous sacrifierions à Bruxelles pour apaiser la colère des eurocrates. Mais bien plutôt de la défense des intérêts de la Suisse, de sa sécurité et de sa prospérité en garantissant un développement positif des États de l'Est européen. Et les développements récents en Pologne, en Hongrie ou en Roumanie montrent combien il est nécessaire de contribuer au développement économique de ces États, et de garantir par là même l'attachement de leurs populations à l'État de droit et à la démocratie.

Une position simple donc : négocions maintenant sérieusement cet accord institutionnel et préservons nos mesures d'accompagnement. Le « *statu quo* » n'est pas tenable et ceux qui considèrent que nous n'avons pas besoin de ces accords se trompent. La reprise soi-disant autonome du droit européen est une atteinte à notre dignité d'état souverain. L'intégration de notre pays dans le marché unique européen est une priorité, pour des motifs économiques, politiques et culturels. Je l'ai déjà dit, mais il me paraît utile de le répéter ici, au voisinage

immédiat des mythes fondateurs de notre pays : Napoléon pour une fois avait raison lorsqu'il soulignait qu'un État finit toujours par faire la politique de sa géographie. Or, dans un monde globalisé, notre géographie commande un rapprochement avec l'Union européenne. Elle nous obligera, tôt ou tard, à prendre notre part à la construction d'un ensemble régional cohérent, garant de paix et de prospérité, bien sûr, mais aussi et surtout à même de garantir notre sécurité. Les Anglais le disent — et risquent de le découvrir à leurs dépens prochainement — « *there is no such thing as a free lunch* »¹. Dans notre langage, ce serait plutôt : « tôt ou tard, les passagers clandestins sont priés de régler leur note ». Le temps est venu de ne plus recevoir passivement les décisions de l'UE à notre égard, mais de contribuer au développement de nos accords bilatéraux.

Chers et chers camarades,

En ce qui nous concerne, la journée s'annonce passionnante et importante. D'abord bien sûr parce que nous allons prendre congé — du moins dans leurs fonctions actuelles — de nos co-secrétaires générales. Vous savez tous l'importance de leur travail pour le fonctionnement du parti, j'aurais l'occasion d'y revenir tout à l'heure. Nous procéderons donc à l'élection de leur successeur. Même si le suspens n'est pas insoutenable, et tant mieux vu les qualités de la candidate et du candidat que nous vous proposons, c'est une étape dans la vie du parti. Et pour le reste, je vous ai dit l'importance que j'attache à la révision de notre programme économique. Il constitue le cœur de notre engagement de socialistes et les questions que nous avons à y traiter ne sont pas triviales.

Merci, donc, de consacrer une fois encore votre temps, votre énergie, votre intelligence et votre lucidité au parti socialiste.

¹ Littéralement : « Un repas gratuit, ça n'existe pas. »